



**Conseil économique
et social**

Distr.
LIMITÉE

E/ICEF/1996/P/L.16
10 novembre 1995

FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

Conseil d'administration

Première session ordinaire de 1996

22 - 26 janvier 1996

Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

POUR SUITE A DONNER

NOTE DE STRATEGIE CONCERNANT LE PROGRAMME DE PAYS**

Argentine

RESUME

Le Directeur général présente la note de stratégie concernant le Programme de coopération avec l'Argentine pour la période 1997-2001.

Depuis 1990, l'Argentine connaît une profonde transformation économique. Bien que la première moitié de la décennie ait été marquée par une réduction de la pauvreté à l'échelon national, à 21 %, le niveau actuel de pauvreté est plus élevé qu'en 1980. Les dépenses publiques dans le domaine social, notamment dans les provinces les plus pauvres, sont en baisse, et les disparités de revenu s'accroissent. L'Argentine a atteint la plupart des objectifs fixés pour l'an 2000 et des objectifs de son Plan national d'action. De nouveaux problèmes concernant les enfants et les adolescents sont apparus et n'ont pas encore été pleinement évalués.

Pendant la première période de coopération (1991-1995), l'accent a été mis sur la communication et le plaidoyer, dirigés principalement vers la société civile, afin que les enfants figurent parmi les priorités du programme social. Toutefois, cette stratégie aurait besoin d'être complétée par un plus gros effort de plaidoyer. Les administrations provinciales ont également besoin d'un renforcement de leurs capacités. L'incorporation de la Convention relative aux droits de l'enfant dans la Constitution nationale, en 1994, témoigne d'un attachement politique et social profond à la cause de tous les enfants argentins. Sur cette base, l'objectif pour le prochain programme de l'Argentine sera de sensibiliser la société argentine aux dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant et d'assurer le respect des droits de l'enfant par la réduction des disparités sociales dans le cadre de programmes sectoriels. Les stratégies employées seront celles du plaidoyer à l'intention des pouvoirs publics et de la société civile, et du renforcement des capacités, par le biais de l'assistance technique aux administrations provinciales, pour la réalisation des objectifs du Programme national d'action et, par là-même, l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant.

* E/ICEF/1996/2.

** Un additif au présent rapport contenant la recommandation finale du programme de pays sera soumis à l'approbation du Conseil d'administration à sa troisième session ordinaire de 1996.

LA SITUATION DES ENFANTS ET DES FEMMES

1. Après plusieurs décennies de stagnation économique, d'inflation croissante et d'instabilité politique, depuis 1990, l'Argentine connaît une période de renforcement démocratique et d'important progrès économique. Ces facteurs ont contribué à faire reculer la pauvreté mais, à 21 %, le niveau actuel de pauvreté reste encore trois fois plus élevé qu'en 1980.

2. Toutefois, depuis le début de 1995, l'Argentine est plongée dans une profonde récession économique. Le taux de chômage déjà élevé de 19 % pourrait atteindre un niveau sans précédent pour le pays ainsi que pour l'ensemble de l'Amérique latine. La situation est particulièrement grave pour les femmes chefs de famille. Dans les provinces les plus pauvres du pays, le Gouvernement a annoncé récemment des réductions budgétaires. Les disparités de revenu s'accroissent. En 1994, les 20 % les plus riches de la population recevaient 51 % du revenu national, tandis que les 30 % les plus pauvres n'en recevaient que 9 %.

3. L'Argentine a surmonté les principales menaces qui pesaient sur la survie et le développement de l'enfant, et a également atteint la plupart des objectifs fixés pour l'an 2000 et des objectifs de son Programme national d'action. Toutefois, les objectifs suivants de ce programme continuent de poser des problèmes : la réduction du taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans et du taux de mortalité maternelle; l'alimentation en eau et l'assainissement; et l'objectif lié à l'Initiative des hôpitaux « amis des bébés ». Pour atteindre durablement ces objectifs, il faut réduire sensiblement les disparités au niveau des provinces et à l'échelon local. En outre, un certain nombre de problèmes nouveaux, qui touchent les enfants et les adolescents et dénotent une complexité croissante de la situation sociale en Argentine, n'ont pas encore retenu suffisamment l'attention. Certains de ces problèmes, qui sont liés aux droits à la protection et à la participation, sont ceux de la violence à l'égard des enfants et de leur exploitation, des grossesses chez les adolescentes, et du sida et de l'abus des drogues chez les adolescents.

4. L'Argentine a ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant en 1990, et cette Convention a été incorporée à la Constitution nationale en 1994. Dans les dernières observations du premier rapport, présenté par le Gouvernement en 1994, le Comité des droits de l'enfant soulignait la nécessité d'une coordination efficace pour l'application de la Convention et d'une connaissance accrue de sa teneur chez les responsables des politiques et des lois sociales concernant les enfants et les adolescents. Quoi qu'il en soit, les principes de la Convention sont loin d'être respectés dans les politiques et les pratiques sociales, et de se refléter dans les textes de loi nationaux et provinciaux. L'UNICEF aura donc un rôle à jouer en aidant à l'application de la Convention.

LES LEÇONS DE LA COOPERATION PASSEE

5. Le premier programme de pays de l'UNICEF en Argentine (1991-1995) avait été préparé à une période marquée par l'hyperinflation et une détérioration générale du niveau de vie, qui pesait lourdement sur la situation des enfants et des adolescents. Le principal objectif du programme de pays était de faire des enfants l'une des priorités du programme social, et de l'UNICEF une institution au service des enfants argentins. Compte tenu des moyens financiers limités dont il disposait, l'UNICEF a choisi une stratégie de communication et de plaidoyer, qui s'adressait principalement à la société civile et visait l'établissement d'un partenariat avec les organisations non gouvernementales (ONG). Cet objectif a été atteint, mais il a été estimé que le prochain programme de pays devrait s'appuyer sur une stratégie de plaidoyer encore plus efficace auprès des pouvoirs publics, aux échelons national et provincial, afin de renforcer les engagements sociaux et financiers envers les enfants et les adolescents.

6. Le succès des collectes de fonds organisées à l'échelon local par suite de la stratégie de communication a été tel que le volume des fonds recueillis a, contre toute attente, été bien supérieur aux besoins du programme de pays envisagé. La situation préélectorale de l'Argentine a obligé à confier aux gouvernements provinciaux la préparation des programmes à exécuter au moyen de ces ressources additionnelles. Toutefois, ces ressources ont été affectées à de petits projets de prestation de services exécutés par des ONG. La leçon à tirer de cette expérience est que la stratégie de collecte de fonds à l'échelon local doit être pleinement intégrée à la stratégie du programme de pays, de manière que les ressources additionnelles soient affectées aux objectifs prioritaires du programme de coopération. Par une campagne d'information sur la Convention relative aux droits de l'enfant et sur le mandat et les politiques de l'UNICEF, on s'efforcera également de promouvoir une plus grande sensibilité au besoin de progrès chez les bailleurs de fonds locaux.

STRATEGIE PROPOSEE POUR LE PROGRAMME DE PAYS

7. Les objectifs nationaux de développement, pour ce qui est de la situation des enfants et des adolescents en Argentine, sont l'élimination de la pauvreté, la réduction des disparités sociales et géographiques, l'atténuation des effets de la hausse du chômage et l'élaboration d'un nouveau modèle de gestion de la politique sociale. L'incorporation de la Convention relative aux droits de l'enfant à la Constitution nationale, en 1994, représente un important engagement politique et social envers la survie, le développement, la protection et la participation de tous les enfants et adolescents argentins. En même temps, elle renforce les objectifs fixés dans le Programme national d'action, qui sont à présent reconnus comme des droits pour chaque enfant, portant ainsi la politique du pays au-delà des objectifs du Sommet mondial pour les enfants.

8. Fondé sur les objectifs du Programme national d'action et sur la Convention relative aux droits de l'enfant, l'objectif général du prochain programme de coopération sera de sensibiliser la société argentine aux principes et aux conséquences de la Convention, et de renforcer les capacités des institutions à améliorer la situation des enfants et des femmes.

/...

9. Les objectifs spécifiques du programme de pays sont : a) de susciter une prise de conscience de la situation des enfants et des adolescents argentins, notamment au vu des objectifs du Programme national d'action et des problèmes nouveaux; b) de faire largement connaître la Convention relative aux droits de l'enfant; c) d'aider les administrations nationale et provinciales à harmoniser leurs lois avec la Convention; et d) d'aider les administrations provinciales à élaborer des programmes sociaux afin d'améliorer les conditions de vie des enfants et de réduire les disparités sociales et économiques.

10. Ces objectifs seront poursuivis dans le cadre d'une stratégie de plaidoyer et d'éducation du public destinée à favoriser le progrès dans les connaissances, les comportements et les pratiques des organismes publics et privés à l'égard des droits des enfants. Dans le cadre d'une stratégie de renforcement des capacités, une assistance technique sera dispensée pour la conception de projets, la mise en place de systèmes de suivi et d'évaluation, et la formation, essentiellement pour aider les gouvernements provinciaux dans la poursuite des objectifs du Programme national d'action et dans l'application de la Convention. Une campagne de communication et de formation par les médias permettra d'éduquer et de sensibiliser les familles et les organisations communautaires, afin de les inciter à faire pression pour que soient respectés les droits des enfants. Le principe de l'égalité des sexes sera pris en compte dans la planification, l'exécution et l'évaluation de toutes les activités du programme.

11. Plusieurs provinces, notamment dans les régions pauvres du nord du pays, sont encore loin d'avoir atteint les objectifs du Programme national d'action et se heurtent à d'autres problèmes concernant les enfants et les adolescents, notamment aux problèmes des mauvais traitements, des violences sexuelles, des grossesses chez les adolescentes, de l'abus des drogues et du sida. Le chômage aggrave encore cette situation.

12. Pour réduire les disparités, l'UNICEF aidera au renforcement des capacités des administrations provinciales souffrant le plus de ces problèmes et des autres provinces qui ont la volonté politique de développer des services de base intégrés, couvrant un large éventail de la population, afin d'améliorer les indicateurs sociaux concernant les enfants et les adolescents particulièrement vulnérables. L'une des principales stratégies consistera à établir des comités provinciaux et municipaux de défense des droits de l'enfant, afin de promouvoir des solutions aux principaux problèmes de l'enfance. L'UNICEF, par une action coordonnée avec l'Organisation internationale du travail, aidera également à la conception et à la mise en oeuvre de programmes d'emploi à l'intention de chefs de familles pauvres, en particulier de femmes. Ces activités seront menées en association avec les gouvernements provinciaux et les organisations non gouvernementales et communautaires.

13. L'absence de données fractionnées au niveau des provinces sur les progrès dans la poursuite des objectifs du Programme national d'action et sur les problèmes nouveaux, d'une part, et sur la nécessité d'une information sur la situation des enfants pour des activités de plaidoyer auprès du public, d'autre part, sont la base d'un programme d'études, de contrôle et d'évaluation.

14. Il s'agit de permettre une analyse constante de la situation des enfants et des adolescents en Argentine du point de vue des droits de l'enfant. La stratégie consiste à développer les capacités des milieux gouvernementaux et non gouvernementaux à procéder systématiquement à la collecte et à l'analyse de statistiques sociales aux niveaux national et provincial, en utilisant des indicateurs pertinents et en contrôlant constamment les résultats des efforts de poursuite des objectifs du Programme national d'action. Des études et travaux de recherche permettront en outre d'accroître la connaissance et de créer une demande pour ce qui est de la protection spéciale et de la participation face aux problèmes des mauvais traitements infligés aux enfants, de l'abus des drogues, de l'abus sexuel, des grossesses chez les adolescentes, du marché du travail et du travail des enfants et du sida. Ce programme prévoit également la mise en place de systèmes de contrôle et d'évaluation pour les interventions au niveau des provinces.

15. Le programme de plaidoyer, de communication et de mobilisation sociale aidera à la poursuite des objectifs des autres programmes. La stratégie prévoit une action nationale de plaidoyer sur la situation des enfants et des adolescents, et la propagation des principes de la Convention par l'utilisation des médias, de campagnes, de manifestations spéciales et de publications à l'intention du public. Cette action sera menée de concert avec les gouvernements national et provinciaux, les médias et les ONG. Une stratégie d'éducation à l'égard des droits de l'enfant visera les enfants, les parents et les enseignants, à travers les écoles, et favorisera la participation des enfants.

16. Ce programme appuiera également le processus d'harmonisation complète des législations nationale et provinciales avec la Convention. Les stratégies de plaidoyer et de renforcement des capacités en vue de hâter le respect de la Convention viseront les magistrats, le personnel des tribunaux, les législateurs et les fonctionnaires responsables de l'application des réformes juridiques et des politiques sociales à l'égard des enfants et des adolescents, conformément aux recommandations du Comité des droits de l'enfant.

17. Les activités de collecte de fonds à l'échelon local en vue de coopérer avec l'UNICEF en Argentine ont été fructueuses et ont permis de financer des projets au moyen de fonds supplémentaires. La stratégie de collecte de fonds aura trois grandes composantes : a) les collectes de fonds à l'échelon local auprès de la société civile, dans le cadre de campagnes et de manifestations spéciales; b) la vente de cartes de vœux et autres opérations connexes; et c) la canalisation de ressources émanant d'organisations multilatérales, telles que la Banque interaméricaine de développement et la Banque mondiale, à travers des accords entre le Gouvernement et l'UNICEF. La coopération interorganisations avec le Programme des Nations Unies pour le développement repose sur le même cycle de coopération et témoigne du succès de la collaboration dans l'affectation des ressources au développement social des provinces les plus pauvres du pays.

ESTIMATION DU BUDGET DU PROGRAMME

Estimation de la coopération au programme, 1997-2001 a/
(en milliers de dollars des Etats-Unis)

	Masse commune des <u>ressources</u>	Fonds <u>supplémentaires</u>	<u>Total</u>
Renforcement des capacités pour la réduction des disparités	2 000	10 000	12 000
Etudes, contrôle et évaluation	1 000	2 000	3 000
Plaidoyer, communication et mobilisation sociale	<u>2 000</u>	<u>8 000</u>	<u>10 000</u>
Total	<u>5 000</u>	<u>20 000</u>	<u>25 000</u>

a/ Ces chiffres sont purement indicatifs et susceptibles de modifications une fois qu'auront été déterminées les données financières globales définitives.